



Assemblée générale

Distr. générale
19 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Cinquième Commission
Points 138 et 80 de l'ordre du jour

Projet de budget-programme pour 2022

**Rapport de la Commission des Nations Unies
pour le droit commercial international sur les travaux
de sa cinquante-quatrième session**

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquante-quatrième session

**Incidences sur le budget-programme du projet de résolution
[A/C.6/76/L.10](#)**

**État présenté par le Secrétaire général conformément
à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale**

I. Introduction

1. À sa 29^e séance, le 18 novembre 2021, la Sixième Commission a adopté le projet de résolution [A/C.6/76/L.10](#) sans le mettre aux voix. Elle était saisie d'un état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme ([A/C.6/76/L.18](#)).

II. Mandat énoncé dans le projet de résolution

2. Aux termes du paragraphe 15 du projet de résolution [A/C.6/76/L.10](#), l'Assemblée générale décide d'allouer une session supplémentaire d'une semaine par an pendant une période unique de quatre ans, de 2022 à 2025, ainsi que des moyens d'appui supplémentaires à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international pour permettre au Groupe de travail III de poursuivre ses travaux concernant la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États, à condition que la Commission réévalue la situation, à l'occasion de sa session annuelle, et, au besoin, revienne sur sa décision concernant la nécessité d'allouer une session supplémentaire d'une semaine au Groupe de travail III et des moyens d'appui, compte tenu de son rapport annuel sur l'utilisation de ses ressources.



III. Rapport entre le mandat énoncé dans le projet de résolution et le projet de budget-programme pour 2022

3. Le mandat énoncé dans le projet de résolution [A/C.6/76/L.10](#) signifie que des produits et des activités supplémentaires devront être ajoutés aux plans-programmes suivants du projet de budget-programme pour 2022 :

- a) programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) [[A/76/6 \(Sect. 2\)](#)] ;
- b) programme 6 (Affaires juridiques) [[A/76/6 \(Sect. 8\)](#)].

IV. Produits et activités nécessaires à l'exécution du mandat énoncé dans le projet de résolution

4. Conformément au mandat énoncé au paragraphe 15 du projet de résolution, il est envisagé que le Groupe de travail III de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) se réunisse une semaine de plus par an (soit trois semaines par an, au lieu des deux semaines habituelles) de 2022 à 2025, pour mettre en œuvre les travaux relatifs à la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États. Par ailleurs, le Groupe de travail tiendrait aussi des réunions informelles presque tous les mois, qui viendraient s'ajouter à ses trois sessions annuelles. La réforme se compose d'une vingtaine d'éléments portant notamment sur les moyens de prévenir les différends, le recours à la médiation, la création d'un centre consultatif visant à soutenir les États défendeurs, l'élaboration d'un code de conduite à l'intention des personnes appelées à trancher des différends, un certain nombre de réformes des règles de procédure, ainsi que des réformes plus structurelles (par exemple, la création d'un mécanisme d'appel et d'un tribunal multilatéral permanent des investissements). Les États ont également constaté qu'il fallait intégrer dans le train de réformes des mesures portant sur l'évaluation des dommages, le rôle des tribunaux nationaux et le droit de l'État de réglementer. Le mécanisme permettant de mettre en œuvre les multiples éléments de la réforme devra revêtir la forme d'un instrument international tel qu'une convention multilatérale.

5. Aux fins de l'application du mandat, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences sera amené à fournir des services de conférence supplémentaires chaque année de 2022 à 2025, décrits ci-après :

- a) interprétation dans les six langues officielles pendant cinq jours ouvrables (10 réunions) à Vienne ;
- b) traduction dans les six langues officielles de sept documents d'avant-session de 59 500 mots au total, de cinq documents de session représentant un volume total de 10 700 mots et d'un document d'après-session d'un total de 10 700 mots.

6. Le Bureau des affaires juridiques sera amené à fournir des services de secrétariat supplémentaires au Groupe de travail III de la CNUDCI de 2022 à 2025 et aura besoin des ressources suivantes :

- a) un poste temporaire de juriste (P-3) dont le ou la titulaire assumera les fonctions suivantes :
 - i) faire des recherches et des analyses juridiques approfondies sur les multiples éléments de la réforme, en se fondant sur les traités d'investissement existants, les propositions soumises par les États Membres et les publications universitaires traitant de ces sujets ;

- ii) aider à l'élaboration des documents d'avant-session pour chacune des trois sessions du Groupe de travail, y compris la compilation et l'intégration des observations des États Membres et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales sur les projets initiaux afin de faciliter les délibérations du Groupe de travail ;
- iii) concernant les consultations informelles, qui ne requièrent ni traduction ni interprétation, fournir une traduction informelle des documents examinés et offrir une interprétation dans les langues officielles de l'ONU, de façon à garantir l'inclusion et la transparence ;
- b) un poste temporaire de juriste adjoint(e) de 1^{re} classe (P-2) dont le ou la titulaire assumerait les fonctions suivantes :
 - i) aider à assurer le service des trois sessions du Groupe de travail ainsi que l'organisation des réunions informelles pendant les sessions, de façon à faciliter les négociations informelles ;
 - ii) faciliter l'organisation de réunions informelles (en ligne et en présentiel), comme les réunions intersessions organisées conjointement avec les États Membres, les réunions des groupes de rédaction, les travaux conjoints avec d'autres organisations et les webinaires qui se déroulent tout au long de l'année, ainsi que l'établissement de projets de documents ;
 - iii) aider les délégations à participer aux sessions et aux réunions informelles du Groupe de travail en les informant des questions à examiner et du contexte des négociations, moyennant notamment la mise à jour régulière du site Web du Groupe de travail ;
- c) un poste temporaire d'assistant(e) administratif(ve) [agent(e) des services généraux (Autres classes)] dont le ou la titulaire assumera les fonctions suivantes :
 - i) fournir un appui administratif, qui prendra les formes suivantes : envoi des invitations aux réunions formelles et informelles à tous les représentants participant au Groupe de travail, centralisation et mise à jour des coordonnées de plus de 500 représentants, inscription des représentants aux réunions en présentiel et en ligne, facilitation des démarches relatives aux visas et aux voyages pour les réunions en présentiel et fourniture d'un soutien technique concernant les outils permettant de participer aux réunions en ligne ;
 - ii) gérer et télécharger les documents nécessaires aux délibérations sur le site Web du Groupe de travail ;
 - iii) se tenir en relation avec les prestataires de services en ligne en ce qui concerne le calcul des coûts et diverses questions administratives et avec des interprètes externes qui assureront l'interprétation lors des réunions informelles ;
 - iv) répondre aux questions des délégations sur l'état des travaux et les dispositions prises pour les réunions formelles et informelles, y compris en ce qui concerne les formalités concernant les voyages et les visas ;
- d) des services contractuels pour des services informatiques et des services de communication standard pour les trois postes temporaires ;
- e) des crédits non renouvelables au titre du mobilier et du matériel (mobilier de bureau et matériel informatique pour les trois postes temporaires) ;
- f) des fournitures et du matériel de bureau pour les trois postes temporaires.

V. Incidences budgétaires

A. Prévisions de dépenses au titre des services de conférence

7. On trouvera dans le tableau 1 des informations sur les ressources supplémentaires à prévoir au titre des services de conférence.

Tableau 1

Ressources supplémentaires à prévoir au titre des services de conférence

(En dollars des États Unis)

	<i>Ressources à prévoir pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2023</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2024</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2025</i>	<i>Ressources supplémentaires à prévoir pour 2022-2025</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Autres dépenses de personnel					
Services d'interprétation	83 000	83 000	83 000	83 000	332 000
Services de documentation	273 800	273 800	273 800	273 800	1 095 200
Total	356 800	356 800	356 800	356 800	1 427 200

8. Il conviendra d'inscrire au chapitre 36 (Contributions du personnel) un montant supplémentaire de 42 800 dollars pour chacun des exercices entre 2022 et 2025.

9. Les ressources à prévoir pour 2023-2025 seraient inscrites aux chapitres suivants des projets de budget-programme des différents exercices :

- a) chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) ;
- b) chapitre 36 (Contributions du personnel).

B. Prévisions de dépenses au titre des services autres que les services de conférence

10. On trouvera dans le tableau 2 des informations sur les ressources supplémentaires à prévoir au titre des services autres que les services de conférence.

Tableau 2

Ressources supplémentaires à prévoir au titre des services autres que les services de conférence

(En dollars des États Unis)

	<i>Ressources à prévoir pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2023</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2024</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2025</i>	<i>Ressources supplémentaires à prévoir pour 2022-2025</i>
Chapitre 8 (Affaires juridiques)					
Postes [1 P-3, 1 P-2 et 1 G(AC)]	207 600	380 400	380 400	380 400	1 348 800
Services contractuels	5 700	5 700	5 700	5 700	22 800

	<i>Ressources à prévoir pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2023</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2024</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2025</i>	<i>Ressources supplémentaires à prévoir pour 2022-2025</i>
Fournitures et accessoires	600	600	600	600	2 400
Mobilier et matériel	12 500	—	—	—	12 500
Total	226 400	386 700	386 700	386 700	1 386 500

Abréviation : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

11. Il conviendra d'inscrire au chapitre 36 (Contributions du personnel) un montant supplémentaire de 30 200 dollars pour 2022 et un montant annuel de 56 200 dollars de 2023 à 2025.

12. Les ressources à prévoir pour 2023-2025 seraient inscrites aux chapitres suivants du projet de budget-programme des différents exercices :

- a) chapitre 8 (Affaires juridiques) ;
- b) chapitre 36 (Contributions du personnel).

VI. Récapitulatif des ressources nécessaires

13. Comme indiqué dans le tableau 3, les incidences budgétaires pour 2022 se chiffrent à 656 200 dollars.

Tableau 3

Ressources supplémentaires à prévoir (avant actualisation des coûts)

(En dollars des États Unis)

	<i>Ressources à prévoir pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2023</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2024</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2025</i>	<i>Ressources supplémentaires à prévoir pour 2022-2025</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)	356 800	356 800	356 800	356 800	1 427 200
Chapitre 8 (Affaires juridiques)	226 400	386 700	386 700	386 700	1 386 500
Chapitre 36 (Contributions du personnel).	73 000	99 000	99 000	99 000	370 000
Total (contributions du personnel comprises)	656 200	842 500	842 500	842 500	3 183 700

VII. Possibilité de financement au moyen des crédits prévus pour 2022

14. Aucune ressource n'est prévue dans le projet de budget-programme pour 2022 pour financer l'exécution du mandat énoncé dans le projet de résolution. Il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de trouver dans les chapitres correspondants du projet de budget-programme pour 2022 des activités qui pourraient être supprimées, reportées, réduites ou modifiées durant l'exercice. Il faudra donc ouvrir des crédits supplémentaires pour 2022.

VIII. Conclusion et décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre

15. L'adoption du projet de résolution [A/C.6/76/L.10](#) par l'Assemblée générale entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant de 583 200 dollars au titre des chapitres suivants du projet de budget-programme pour 2022 :

a) chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (356 800 dollars) ;

b) chapitre 8 (Affaires juridiques) (226 400 dollars).

16. L'Assemblée générale approuverait également la création de trois postes temporaires pour 2022 (un poste de juriste (P-3), un poste de juriste adjoint(e) de 1^{re} classe (P-2) et un poste d'assistant(e) administratif(ve) [agent(e) des services généraux (Autres classes)]).

17. Le montant de 583 200 dollars serait prélevé sur le fonds de réserve pour 2022 et devrait faire l'objet d'une ouverture de crédits par l'Assemblée générale.

18. Il faudrait prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) des ressources additionnelles d'un montant de 73 000 dollars, pour lesquelles l'Assemblée générale devrait ouvrir des crédits supplémentaires, à compenser par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du projet de budget-programme pour 2022.
